







Retrait de la réforme de la voie professionnelle! Pour une réelle revalorisation de la voie professionnelle!

En introduction des journées de formation sur la réforme de la voie professionnelle, les organisations syndicales CGT Educ'action, CNT Education, Sud Education et SNUEP-FSU ont invité les collègues et les personnels d'inspection à se saisir de ces temps de regroupement pour échanger, débattre et discuter de leurs revendications pour permettre une réelle revalorisation de la voie professionnelle.

Lors de la première session de formation destinée aux enseignant.es de Lettres-histoire du 93, des dizaines de collègues ont voté la proposition de l'intersyndicale de se réunir en AG, afin de pouvoir partager les analyses de la réforme et de décider de la suite à donner et ont rédigé un communiqué pour dénoncer la réforme. Lors de la deuxième session, au bout d'une heure de débat, la majorité des collègues (60 /80) a décidé de ne pas participer à la formation prévue par l'inspection mais de se retrouver afin d'organiser la mobilisation pour obtenir le retrait de cette réforme. Face à la mobilisation massive des collègues, le rectorat a décidé d'annuler la formation qui devait durer deux jours.

Quant aux collègues du 94 convoqués à Champigny, après lecture du communiqué intersyndical et après une heure de débat et d'échanges, plus d'un bon tiers a décidé de quitter la salle et de ne pas continuer à participer à la formation.

Ces initiatives ne sont pas isolées, et des actions similaires ont eu lieu dans d'autres académies.

L'intersyndicale soutient les collègues mobilisé.es et se félicitent de la réussite de ces initiatives! Nous appelons l'ensemble des personnels de la voie professionnelle à rejoindre ce mouvement contre la réforme Blanquer de la voie professionnelle et pour un plan d'urgence pour nos élèves et nos métiers!

Rassemblement le mardi 28 mai devant le Sénat à 17h30

Jour de Lecture de la réforme au Sénat en présence du ministre). Un préavis de grève sera également déposé.

Corganisation de la grève des corrections au mois de juin